



1ère session au Parlement européen pour l'eurodéputée radicale

## Virginie Rozière,

députée au Parlement européen

Virginie Rozière siégera à la commission IMCO (marché intérieur et protection des consommateurs) en tant que titulaire, et à la commission JURI (affaires juridiques) en tant que suppléante.

Le rôle des commissions est de préparer le travail du Parlement européen. Les députés y élaborent, amendent et votent des propositions législatives et des rapports d'initiative.

C'est dans ce cadre qu'ils examinent les propositions de la Commission et qu'ils préparent les rapports présentés à la séance plénière.

La commission IMCO s'occupe de la mise en œuvre du mar-

ché intérieur (en définissant des normes communes européennes par exemple) et de la protection des intérêts des consommateurs.

La commission JURI est compétente en matière de propriété intellectuelle et de droit des sociétés. Elle se prononce également sur la levée des immunités parlementaires.

« Ces commissions incarnent pour moi la mission de l'UE, et plus

largement la vocation de la Politique : rassembler les peuples, construire un espace commun, protéger les citoyens, et promouvoir l'exemplarité de leurs représentants.

Je me battraï en priorité pour la reconnaissance des indications géographiques (IG) à l'échelle européenne qui, comme dans le cas de Laguiole, sont d'une importance capitale pour les PME de nos régions. Il nous faudra également

renforcer la sécurité des produits et le marquage d'origine pour valoriser les productions locales.

Je défendrai également notre modèle européen pour ce qui concerne la protection des données à caractère personnel et la propriété intellectuelle. Et surtout, je veillerai à ce que les négociations du traité transatlantique (TTIP) ne se fassent pas au détriment des intérêts des citoyens européens » a déclaré Virginie Rozière.

## “ Monsieur Juncker, nous vous surveillons !

2014 marque un tournant pour l'Europe. Les partis politiques ont parlementarisé l'UE en faisant élire à la tête de la Commission le vainqueur des élections.

Jean-Claude Juncker a été élu président de la Commission européenne par le Parlement. Il était le chef de file des partis de droite européens. Arrivé en tête des élections, sa nomination est une avancée démocratique indéniable. C'est le passage de l'intergouvernemental au communautaire. C'est un pas vers le fédéralisme que nous radicaux défendons.

Mais Juncker, c'est aussi le libéral, l'ancien premier ministre d'un paradis fiscal. Et c'était notre concurrent lors des élections européennes, contre lequel nous opposions notre champion : Martin Schulz.

Pour cela, j'ai décidé de m'abstenir.

Comme le candidat désigné n'a pas de majorité sans les Socialistes & Démocrates, il fallait mettre en place un rapport de force pour infléchir son programme de travail. C'est primordial pour réorienter l'Europe, pour lutter contre la désaffection dont elle fait l'objet et contre le travail de sape des europhobes.

Il était de la responsabilité de Juncker de rassembler une majorité au Parlement européen autour de sa candidature.

Nous l'avons entendu dire qu'il était candidat parce qu'il n'aime pas l'Europe telle qu'elle est, dire sa priorité en faveur de la croissance et de l'emploi.

Nous l'avons entendu, en écho au programme que nous avons défendu pendant la campagne, accepter d'utiliser la flexibilité du Pacte de stabilité, réfléchir à la dimension sociale des politiques économiques.

Nous avons également écouté ses réserves sur la nécessité d'une relance et d'investissements ambitieux, et ses réticences à renfor-

cer la garantie jeunesse alors que le chômage des jeunes est plus que jamais une préoccupation majeure.

Les propositions de Monsieur Juncker sont insuffisantes pour répondre au désarroi et à la défiance de ceux qui souffrent des politiques d'austérité.

Nous ne pouvons changer le résultat des élections. Les Français, et les Européens, ont voté massivement pour les partis de droite et d'extrême droite. Et nous, députés Socialistes & Démocrates, n'avons comme alternative que de composer avec l'échiquier politique tel qu'il nous est donné.

Dans un contexte où chacune de nos voix doit être pesée pour réorienter l'Europe, j'affirme que nous avons fait le choix de placer le président de la Commission sous surveillance renforcée.

Nous devons travailler conjointement avec nos adversaires... Mais pas à n'importe quel prix, pas au prix de la réorientation de l'Europe.

Le choix de l'abstention était le choix du respect de la démocratie, et de la proclamation de mes convictions, résolument pro-européennes, résolument de gauche !

